

FRÉQUENTER N'EST PAS COUCHER

Celui qui n'aimait pas les riches

Même s'il a dit préférer les gens à l'argent, François Hollande n'a jamais fui le contact avec les milieux économiques. Il n'avait pas prévu le boomerang de l'affaire Cahuzac

Sa carrière d'avocat fut brève : elle n'a duré que six mois ! Nous sommes en 1993. François Hollande déprime et se cherche après avoir perdu son siège de député de la Corrèze dans la bérézina de la gauche. Son cher ami Jean-Pierre Mignard lui propose de rejoindre son cabinet bien connu sur la place de Paris. Spécialiste du droit du patrimoine et de la fiscalité, Hollande fait merveille. En deux temps trois mouvements, il traite les dossiers les plus complexes. « François n'a jamais été un homme d'argent. Chez nous, il devait gagner l'équivalent de 4 000 euros, rien à voir avec les gros salaires des juristes du CAC 40 », certifie Mignard. Mais l'ex-parlementaire met vite fin à l'expérience. « La politique lui manquait », se souvient Mignard. Et surtout celui qui rêvait déjà de devenir président de la République ne la confondait pas avec le business. Cette brève expérience, qui ne figure pas sur son CV officiel, sera sa seule activité libérale...

Tout le contraire de Jérôme Cahuzac ! Et pourtant c'est bien la mise en examen pour « blanchiment de fraude fiscale » de l'ex-ministre du Budget, longtemps associé d'une prospère clinique d'implants capillaires et connu dans sa spécialité lucrative sous le sobriquet de « Cahuzac tout au black » qui mine la présidence Hollande. Au jeu des correspondances, on peut y voir le retour d'une époque et même d'une année : 1993 ! A l'époque, Jérôme Cahuzac, ancien conseiller du ministre de la Santé Claude Evin, a déjà ouvert un compte en Suisse et fonde Cahuzac Conseil, cabinet de lobbying grassement rémunéré par les labos pharmaceutiques... Hollande, lui, n'effectue qu'un petit tour dans le privé et se fait le chantre d'une candidature de Jacques Delors à la présidentielle de 1995. Vingt ans plus tard - ô ironie de l'histoire ! - l'argent enfoui par Cahuzac refait surface. Comme dans une



Jean-Pierre Jouyet, aujourd'hui à la tête de la Caisse des Dépôts et Consignations, et François Hollande, alors premier secrétaire du PS, le 14 mars 2005

tragédie, l'argent et la gauche de gouvernement rejouent la scène de leurs scandaleuses épousailles.

François Hollande sait ce qu'il en coûte. Au début des années 1990 déjà, les scandales financiers sonnent le glas du mitterrandisme. A la fin de la décennie, celui de la Mnef et la démission de Dominique Strauss-Kahn plombent la jospinie sous les yeux du premier secrétaire François Hollande. L'argent, toujours l'argent... En république, son intrusion annonce la défaite. Dès 2007, Nicolas Sarkozy, qui voulait décomplexer le rapport des Français à la richesse, a payé au prix fort la nuit du Fouquet's. Hollande en a bien profité : « candidat normal », il a dénoncé le sortant à longueur de meetings comme le « président des riches ». Et promis une « République exemplaire » dont le prochain président - lui-même - serait un « adversaire de la finance » préférant

« les gens » à « l'argent »... Aurait-il joué la comédie ? Est-il lui aussi entouré de ripoux qui planquent leur magot dans des paradis fiscaux ? Et comment réclamer toujours plus de sacrifices au peuple dans ces conditions ? La dénonciation de la « faute individuelle » d'un Cahuzac, mouton noir dans la bergerie du gouvernement, ne dissipe pas le soupçon. Le président de la République, qui prétendait mener le « redressement dans la justice » et son ci-devant ministre du Budget qui gérait d'une main experte ses avoirs à Singapour, sont rejetés en bloc et en détail. S'il n'est pas coupable, Hollande est jugé responsable. Selon un récent sondage OpinionWay, les trois quarts des Français considèrent, sans distinction, que leurs gouvernants sont « plutôt corrompus ».

Hollande-Cahuzac ou la vertu abusée ? Dans cette histoire, la bonne conscience de l'un protégé la

mauvaise conscience de l'autre. Pour Hollande, l'argent est du côté du père, abhorré. Des affaires, Georges Hollande, le paternel ORL propriétaire d'une clinique à Bois-Guillaume, banlieue résidentielle de Rouen, en a fait. Et même de fort mauvaises, dans l'immobilier. La famille quitte Rouen pour s'installer à Neuilly-sur-Seine. Hollande a 14 ans et en conserve un amer souvenir... Le commerce n'est pas la vocation du jeune François qui admire François Mitterrand à la télévision, comme sa mère, assistante sociale. Pourtant, le jeune militant fera HEC en même temps que Sciences-Po avant de décrocher l'ENA pour entreprendre cette conquête d'un pouvoir qui, seule, le fascine. Directeur de cabinet du porte-parole de l'Elysée Max Gallo, il est le témoin des relations ambiguës de la mitterrandie avec le veau d'or. Mais l'argent, dans ce premier septennat, est un carburant. Pas une fin en soi.

Hollande assiste au financement en sous-main du mouvement SOS-Racisme par les fonds secrets de l'Elysée. De la belle ouvrage politique. Puis c'est la fuite en avant de tout un régime. Les années fric et les années Tapie. Membre de la commission des Finances à partir de 1988, Hollande critique la politique d'inspiration libérale d'un Bérégovoy, indéboulonnable ministre des Finances puis Premier ministre. Partageant un cours d'économie à Sciences-Po avec le jeune Pierre Moscovici, il préconise un retour à l'orthodoxie keynésienne : des hausses d'impôts quand toute la gauche convertie à la dérégulation rêve de les baisser. Fiscaliste avant tout, Hollande déclare, en 2006, ne pas « aimer les riches » et préconise d'augmenter les prélèvements pour tous les Français ayant un revenu supérieur à 4 000 euros mensuels. Colère de Ségolène Royal, sa compagne d'alors, déjà challenger de Nicolas Sarkozy et ennemie viscérale de l'impôt !

Côté privé, le patrimoine du couple vedette de la gauche fait jaser. Copropriétaires d'un vaste appartement familial à Boulogne et d'une villa à Mougins (Alpes-Maritimes), acquise grâce à un prêt sans intérêt de l'Assemblée nationale, les concubins ne paient pas l'impôt sur la fortune. Estimée à 270 000 euros dans la déclaration de patrimoine de la candidate Royal, la

maison de vacances paraît sous-évaluée aux yeux des experts. Pour éviter ce genre de polémique, Hollande veille, entre les deux tours de la primaire socialiste, à régler le partage des biens familiaux : à Ségolène, Boulogne, à lui, Mougins. En novembre 2011, il déclare un patrimoine de 1,17 million d'euros. Hollande ne possède plus que la résidence méditerranéenne dont la valeur est désormais estimée à 800 000 euros, 30% de la valeur des appartements occupés par son père et son frère à Cannes, une série de meubles et un maigre compte d'assurance-vie... Pas de portefeuille boursier, un scooter pour tout moyen de locomotion. L'hôte de l'Elysée qui n'est pas assujéti à l'impôt sur la fortune (à partir de 1,3 million d'euros de patrimoine) loue un appartement de 90 mètres carrés dans une tranquille résidence du 15^e arrondissement parisien. L'hôte de l'Elysée, qui continue de faire ses courses chez les commerçants du coin, maintient les apparences d'une vie normale entre deux périodes en Airbus présidentiel...

Dès le début de sa marche vers l'Elysée, face au favori de la gauche Dominique Strauss-Kahn, Hollande a compris que cette relative modestie était son meilleur atout. Bien vu : l'ex-directeur exécutif du FMI a explosé en vol. Ce ne fut pas le lucre, mais le stupre... Hollande, lui, s'est toujours félicité de ne pas recourir aux conseils en établissement de Havas Worldwilde et du mirobolant Stéphane Fouks qui, après DSK, s'est voué à la défense de Jérôme Cahuzac. Mais, chemin faisant, il a bien fallu que le candidat

François Hollande et Pierre Moscovici, dans une brasserie parisienne lors de la campagne des législatives, le 22 février 1993



« anti-Sarkozy » s'entoure de quelques éclaireurs introduits dans le monde des affaires. Méfiant, Hollande s'est appuyé sur de vieux camarades. André Martinez, un ancien de HEC et businessman chevronné, a joué le rôle du conseiller chargé des relations avec les milieux économiques et les entreprises. Tandis que l'avocat fiscaliste Dominique Villemot ou l'ancien député Jean-Marie Cambacères, deux condisciples de la promotion Voltaire, ont fait campagne dans les milieux patronaux. Avec l'aide de Pierre Moscovici et de Michel Sapin, ils sont parvenus à les convaincre que l'arrivée au pouvoir de François Hollande pouvait être envisagée sans crainte excessive.

La nomination de son vieux pote Jean-Pierre Jouyet, ancien ministre de Sarkozy et ex-président de l'Autorité des Marchés financiers (AMF), à la tête de la Caisse des Dépôts et Consignations a fini par convaincre une partie du patronat que le hollandisme n'était pas incompatible avec la bonne marche des affaires. A l'Elysée, les hauts fonctionnaires dominant. Mais le recrutement d'Emmanuel Macron, secrétaire général adjoint, brillant inspecteur des Finances passé par la banque d'affaires Rothschild, a aussi mis de l'huile dans les rouages.

Afin de veiller sur le financement de sa campagne, Hollande a fait confiance à Jean-Marc Augier, ancien bras droit de Rousselet et lui aussi voltairien. Mission accomplie : les comptes ont été validés par le Conseil constitutionnel. Mais la révélation par le réseau journalistique Offshore Leaks de l'existence de deux sociétés basées aux îles Caïmans dans lesquelles Augier détient une participation a suffi à enflammer les médias. L'accusé assure qu'il n'a commis aucune irrégularité et met ses comptes à la disposition de l'administration fiscale. Il n'empêche. Le président a dû prendre ses distances : « Je ne connais rien des investissements de Jean-Marc Augier », a-t-il déclaré. En nommant Bernard Cazeneuve au ministère du Budget, en remplacement de Jérôme Cahuzac, Hollande a voulu de nouveau faire confiance à un fidèle pour tenter de remonter la pente. Un ami, encore ? « Les yeux dans les yeux », le président a appris, à ses dépens, qu'avoir le pouvoir il n'en avait plus.

SYLVAIN COURAGE

